

# **BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE- PARIS**

**Tout usage public de reproductions de documents conservés à la Bibliothèque nationale de France est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable et à l'acquittement d'une redevance.**

**Ainsi chaque usage public des documents reproduits sur ce CD-rom doit faire l'objet d'une déclaration à l'aide du formulaire disponible auprès du Service reproduction.**

II  
357

*Cours de la Couronne*

ISAAC PEREIRE

\_\_\_\_\_

**L.A.**

7406

# QUESTION RELIGIEUSE

*Toutes les institutions sociales doivent avoir pour but l'amélioration du sort moral, intellectuel et physique de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre.*

*Tout pour le travail, tout par le travail.*

\_\_\_\_\_

PRIX : 2 FRANCS

\_\_\_\_\_

PARIS

IMPRIMERIE CL. MOTTEROZ

31, RUE DU DRAGON, 31

—  
1878

## TABLE DES MATIÈRES

	Pages
I. — La Mission de l'Église. . . . .	5
II. — La Papauté au seizième siècle. . . . .	11
III. — Les Fautes de la Société civile. . . . .	18
IV. — La Société sans Religion . . . . .	27
V. — Les Causes de l'Irréligion . . . . .	32
VI. — La Morale sociale . . . . .	38
VII. — Les trois Phases économiques. . . . .	45
VIII. — La Charité et le Crédit . . . . .	53
IX. — Le Règne de Dieu sur la Terre. . . . .	65
X. — Réorganisation pacifique de l'Europe . . . . .	74
XI. — CONCLUSION ET PROGRAMME. — Identité de la Religion et de la Politique. . . . .	84
APPENDICE. . . . .	103

# LA QUESTION RELIGIEUSE



ISAAC PEREIRE

---

LA

# QUESTION RELIGIEUSE

*Toutes les institutions sociales doivent avoir  
pour but l'amélioration du sort moral, intellectuel  
et physique de la classe la plus nombreuse et la  
plus pauvre.*

*Tout pour le travail, tout par le travail.*



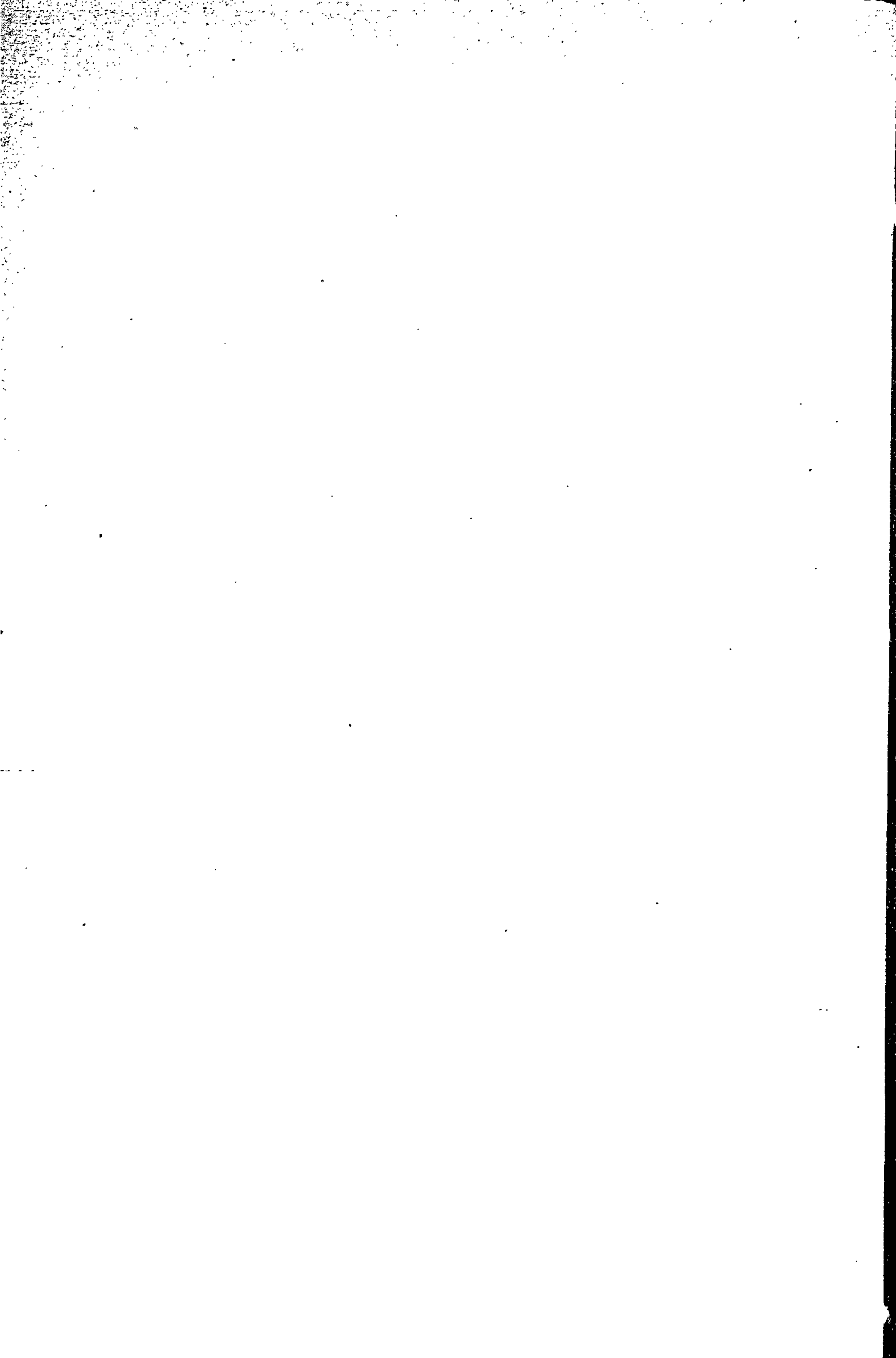
PARIS

IMPRIMERIE CL. MOTTEROZ

31, RUE DU DRAGON, 31

---

1878



# LA QUESTION RELIGIEUSE

## I

### LA MISSION DE L'ÉGLISE

En 1825, un homme dont les doctrines ont déjà exercé une influence considérable sur le mouvement des faits et des idées de notre siècle, Saint-Simon, s'adressant au chef de la chrétienté, définissait en ces termes la mission du Pape et de l'Église :

« Vos devanciers ont suffisamment perfectionné la  
» théorie du christianisme ; ils l'ont suffisamment pro-  
» pagée. C'est maintenant de l'application générale de  
» cette doctrine qu'il faut vous occuper. Le véritable  
» christianisme doit rendre les hommes heureux, non-  
» seulement dans le ciel, mais sur la terre...

» Il ne faut pas vous borner à prêcher aux fidèles de  
» toutes les classes que les pauvres sont les enfants chéris  
» de Dieu ; il faut que vous usiez franchement et énergi-  
» quement de tous les pouvoirs et de tous les moyens  
» acquis par l'Église militante, pour améliorer promptement



» ment l'existence morale et physique de la classe la  
» plus nombreuse...

» Vous devez déclarer à tous les rois que le seul moyen  
» de rendre la royauté légitime consiste à la considérer  
» comme une institution dont l'objet est d'empêcher les  
» riches et les puissants d'opprimer les pauvres...

» Jusqu'à présent, le clergé n'a donné aux fidèles, pour  
» l'emploi de leur vie, qu'un but métaphysique : le paradis  
» céleste..... Certainement tous les chrétiens aspirent à  
» la vie éternelle, mais le seul moyen de l'obtenir con-  
» siste à travailler, dans cette vie, à l'accroissement du  
» bien-être de l'espèce humaine.

» Très-saint-père, l'humanité éprouve, dans ce moment,  
» une grande crise intellectuelle. Trois nouvelles capacités  
» se montrent. Les beaux-arts reparaissent; les sciences  
» viennent se superposer à toutes les autres branches de  
» nos connaissances, et les grandes combinaisons indus-  
» trielles tendent plus directement à l'amélioration du  
» sort de la classe pauvre qu'aucune des mesures prises  
» jusqu'à ce jour par le pouvoir temporel ainsi que par  
» le pouvoir spirituel.

» Ces trois capacités sont de l'ordre pacifique; il est,  
» par conséquent, de votre intérêt, de l'intérêt du clergé,  
» de se combiner avec elles. »

Nous n'avons pas résisté au désir de reproduire ces  
belles paroles, qu'on dirait écrites d'hier, tant elles  
conviennent à la situation présente.

Cette crise, à la fois morale et sociale, que Saint-Simon  
prévoyait et définissait il y a plus de cinquante ans, s'est  
développée avec une irrésistible puissance. Un nouvel

ordre de choses a surgi, et les hommes d'État, les hommes de foi et les hommes de science ont été mis en demeure, par la force des événements, de diriger la vaste évolution de notre siècle, en donnant une juste satisfaction à ses aspirations et à ses besoins.

Ce nouvel ordre de choses, quel est-il ?

C'est l'avènement, à peine entrevu autrefois, de ces grandes masses populaires, qui, en conquérant la liberté et l'égalité, ont imposé à la société moderne le devoir de résoudre les deux redoutables problèmes du paupérisme et du travail.

L'État laïque, appuyé sur la science et l'industrie, n'a pas reculé devant cette tâche difficile. L'Église est restée immobile. Le brusque mouvement d'émancipation du peuple l'a épouvantée autant que l'avait fait, au siècle de Luther, l'émancipation de la pensée. Résistant à l'impulsion merveilleuse qui pousse l'humanité tout entière vers l'avenir, elle a déclaré la guerre à la révolution sociale, comme elle l'avait déclarée à la réforme religieuse.

Comment a-t-elle pu ne pas comprendre que la transformation profonde qui s'opérait dans le monde, loin d'être une œuvre impie, destructive du christianisme, était, au contraire, un fait providentiel, une application de l'idée chrétienne dans ce qu'elle a de plus pur et de plus sublime ?

De quoi s'agit-il, en effet ?

Il s'agit d'atténuer partout les souffrances du pauvre ; il s'agit d'améliorer le sort des classes les plus nombreuses

et les plus malheureuses, de répandre l'instruction qui moralise, de multiplier les institutions de bienfaisance et de prévoyance dans l'intérêt de tous ceux qui souffrent et de tous ceux qui travaillent. Il s'agit de restreindre de plus en plus la misère, d'élever partout le niveau du bien-être général, et de clore l'ère des révolutions en appliquant toutes les idées justes et en satisfaisant toutes les revendications légitimes.

Nous n'avons cessé de dire aux gouvernements que c'est vers cette question fondamentale qu'ils doivent diriger tous leurs efforts, au lieu de s'absorber dans les querelles stériles de l'esprit de parti.

Nous dirons également à l'Église que jamais œuvre religieuse plus digne d'elle, plus conforme à l'enseignement de son divin maître, ne s'est offerte à sa sollicitude. N'est-elle pas, par son principe même, la mère de tous les petits, la consolatrice de tous les affligés, la protectrice de tous les opprimés ? Et, quand l'heure est venue de chercher le remède efficace aux maux trop évidents des classes inférieures, comment pourrait-elle refuser son concours à cette entreprise de haute civilisation et de véritable piété ?

Elle n'a qu'à se rappeler son histoire et sa tradition.

N'est-ce pas elle qui, en renversant le paganisme, a civilisé les barbares, délivré les esclaves, proclamé la loi sainte de la fraternité et l'indivisible unité du genre humain ?

N'est-ce pas elle qui, au moyen âge, a affranchi les paysans et protégé les serfs contre le despotisme féodal ?

Eh bien ! il y a aujourd'hui dans les sombres profondeurs de la société, dans les arides régions du travail, des foules innombrables auxquelles les temps nouveaux ont créé, avec des droits qui ne sauraient plus être méconnus, des besoins qu'il faut satisfaire. Assurer leur bien-être en fortifiant leur moralité, c'est désormais le premier devoir de ceux qui dirigent les nations et de ceux qui éclairent les consciences.

Après avoir détruit l'esclavage antique et le servage féodal, l'Église doit vouloir encore améliorer le sort de l'ouvrier moderne. Elle accomplira ainsi l'œuvre de rédemption universelle que son divin fondateur a définie par ces deux admirables maximes : « Laissez venir à moi tous les petits ! » — « Aimez-vous les uns les autres ! »

Or, les forces dont l'Église a besoin pour cette grande et glorieuse mission, la société moderne les lui donne : c'est la science, l'industrie et la liberté.

La liberté, qui a réalisé dans l'ordre social la doctrine chrétienne de l'unité du genre humain.

La science qui, par ses merveilleuses inventions, améliore sans cesse les conditions physiques et morales de la vie humaine et rapproche les peuples en les civilisant.

L'industrie qui, par les immenses développements dont elle est susceptible, peut fournir du travail et du pain à des millions de familles.

Où la religion pourrait-elle trouver de plus puissants auxiliaires, si elle veut se vouer sans réserve à l'apostolat splendide que les besoins des temps nouveaux lui assignent, et se faire, comme elle l'a fait jadis, le

champion des faibles, des malheureux et des déshérités?

Comment donc, au lieu de seconder l'action de ces grandes forces sociales, l'Église a-t-elle pu les considérer comme des ennemies?

Comment, au lieu de les utiliser pour le triomphe des grands principes de justice divine et humaine dont elle est l'expression, a-t-elle mis toute son énergie à lutter contre elles?

Comment a-t-elle été entraînée à condamner la science et à combattre la liberté?

Cette question est trop vaste pour être appréciée superficiellement. Nous la renvoyons aux chapitres suivants, où nous examinerons les causes qui ont produit ce lamentable antagonisme.

---

## II

### LA PAPAUTÉ AU SEIZIÈME SIÈCLE

Jusqu'au seizième siècle, la Papauté et l'Église ont été vraiment l'incarnation du mouvement social et l'âme de la civilisation. Elles ont accompli vaillamment l'œuvre de paix, de progrès moral et matériel, d'amour et de fraternité qui est la loi même de l'Évangile. Leur puissance a été aussi considérable que leur but était élevé. Le pape a joué alors dans le monde un rôle splendide : protégeant les faibles contre les puissants, défendant les peuples contre l'oppression des rois, convertissant et civilisant les barbares, combattant partout les abus et les excès de la force, traçant magistralement aux puissances, par exemple à l'Espagne et au Portugal, le champ de leur action civilisatrice, intervenant comme arbitre dans les querelles des empires, et imposant à tous la trêve de Dieu.

Mais la civilisation ne s'arrête jamais ; l'ascension de l'humanité est éternelle. Pour la diriger ou la suivre, il faut toujours faire de nouveaux pas en avant. Or, à la fin



du quinzième siècle, l'Église s'est arrêtée, tandis que tout marchait autour d'elle. Elle a fait plus; elle a voulu arrêter et même faire reculer le progrès social, et le conflit terrible auquel nous assistons encore aujourd'hui, a éclaté entre la science et la foi, entre Rome et le reste du monde.

Est-ce à la société, est-ce à la papauté qu'incombe la responsabilité de ce fatal antagonisme ?

Nous devons le constater, c'est à la papauté.

La société a suivi sa voie naturelle de développement et de progrès. L'Église, au contraire, s'est brusquement détournée de la sienne. Elle n'a rien compris à l'immense révolution qui s'accomplissait, à cette époque, dans l'ordre des faits et dans l'ordre des idées. L'Amérique venait d'être découverte; l'imprimerie était inventée; les arts, les lettres et les sciences prenaient partout un merveilleux essor; le commerce et l'industrie s'élançaient vers les vastes espaces que le nouveau monde ouvrait à leur activité; la pensée humaine, sortant d'un long engourdissement, s'épanouissait dans toutes les directions; une rénovation universelle marquait la fin du moyen âge et la naissance de l'âge moderne.

Quelle influence décisive aurait alors exercée la papauté si elle fût restée à la tête de cet irrésistible mouvement de transformation ! Mais, par une aberration déplorable, au lieu d'y voir un fait providentiel destiné à élever plus haut et à pousser plus loin l'humanité, elle n'y vit qu'une révolution destructive de l'ordre social antérieur. Au lieu de se faire le guide de l'esprit moderne, elle employa toutes ses forces à le combattre.

D'où vint cette lamentable erreur ? Du changement radical qui s'était opéré, vers la fin du moyen âge, dans la constitution du pontificat romain.

La papauté n'était plus le pouvoir essentiellement spirituel et religieux des premiers siècles de l'Église : c'était une monarchie absolue, profondément imbue de l'esprit dominateur des royautés terrestres.

Le présent fatal que lui firent les princes carlovingiens, en constituant en sa faveur le patrimoine de saint Pierre, avait altéré déjà le principe et le but de son institution. Devenue puissance politique, elle subit de plus en plus les conditions d'existence des gouvernements temporels. L'Église de Rome devint la cour de Rome. Le vicaire de Jésus-Christ, qui n'avait que des fidèles, devint un souverain qui eut des sujets.

Après avoir régné si longtemps par l'esprit, il fut conduit à ne régner que par la force. Sa grande préoccupation ne fut plus de civiliser, mais de dominer.

Par une conséquence fatale de cette situation, l'Église romaine, cessant de défendre les peuples contre le despotisme des rois, s'unit aux rois pour asservir et opprimer les peuples. Léon X et Charles-Quint consommèrent l'alliance du trône et de l'autel, si habilement préparée par leurs devanciers, depuis Hildebrand; alliance funeste qui, les solidarissant dans une résistance acharnée contre la société nouvelle, devait les entraîner dans un commun désastre.

Les princes mirent au service de l'Église toutes les forces du pouvoir temporel ; les papes mirent au service de la royauté toutes les forces du pouvoir spirituel, et



tous ensemble déclarèrent une guerre implacable à l'esprit de progrès et de liberté.

C'est alors que, pour constituer l'armée de la réaction, s'organisa cette formidable Société des Jésuites qu'on a appelés les janissaires du Saint-Père, société que l'on a aussi comparée avec raison « à une épée dont la poignée est à Rome et dont la pointe est partout. »

C'est alors qu'on donna au terrible tribunal de l'Inquisition, avec des pouvoirs illimités, la mission de purger la société chrétienne de tous les hérétiques et de tous les suspects, en multipliant les supplices et en épouvantant les peuples par le spectacle des autodafés.

C'est alors que, pour subvenir aux énormes dépenses de son organisation matérielle, au luxe des cardinaux et des prélats transformés en princes de l'Église, aux exigences de la guerre entreprise contre l'esprit moderne, on spécula sur la superstition, sur l'ignorance et sur le fanatisme des masses. Les ressources qu'on ne pouvait obtenir de la piété, on les demanda à un système de vénalité sans exemple. Pour faire de l'argent, on vendit tout, le monde présent et le monde à venir, les bénéfices, les privilèges, les dispenses, les exemptions, les charges ecclésiastiques, les stalles des collèges, les places au purgatoire et les places au paradis ; mais surtout les indulgences, c'est-à-dire la rémission des péchés, et les absolutions, c'est-à-dire l'amnistie des crimes. •

Au milieu de cette corruption et de cette décadence apparut Luther.

La papauté ne comprit pas plus l'insurrection religieuse, dont le fougueux moine de Wittenberg fut le chef

redoutable, qu'elle n'avait compris la transformation sociale du siècle précédent. Elle ne vit pas que Luther était la protestation de la conscience et de la raison, et que sa force personnelle se décuplait de toutes les forces d'opinion dont il était l'expression vivante. En prenant l'initiative d'une grande et salutaire réforme, elle aurait pu conjurer le péril; elle aima mieux combattre, en déchaînant sur l'Europe le fléau des guerres de religion.

Qu'a-t-elle gagné à cette lutte? Le protestantisme a triomphé et l'Eglise a été vaincue. Plus de deux cent millions d'âmes, sur lesquelles elle exerçait autrefois son empire, lui ont échappé. L'Angleterre, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas ont fait avec le catholicisme un divorce irréconciliable. L'État laïque, conséquence logique des doctrines de Luther, s'affranchissant de la tutelle théocratique, s'est partout constitué, même dans les pays les plus catholiques, et l'on a vu s'affaiblir de plus en plus l'antique prestige de la papauté sur les peuples et sur les rois.

Depuis lors, la société politique et civile a invariablement marché en dehors de la société religieuse.

La science a poursuivi son œuvre, renversant par ses admirables découvertes le dogmatisme mystique des époques d'ignorance.

La philosophie s'est débarrassée des liens étroits de la théologie et a creusé, avec une entière liberté, les problèmes de la métaphysique et de la morale.

La démocratie s'est développée par l'émancipation du peuple, ayant conscience de sa force, n'attendant plus que de lui-même le triomphe de ses aspirations, et lais-

sant dans un isolement stérile, l'Église qui, après l'avoir protégé jadis, s'alliait maintenant contre lui à l'aristocratie féodale.

Et ce mouvement colossal de faits et d'idées, qui remplit l'histoire du monde depuis trois cents ans, a enfin abouti au coup de foudre de 89, complément de l'œuvre de Luther, et aux terribles épreuves de 93, où le catholicisme a failli périr dans un désastre irréparable.

Que prouve ce rapide tableau de la grandeur de la papauté pendant la moyen âge et de sa décadence dans l'âge moderne?

Il prouve que, lorsque le pontificat romain a répondu aux vœux et aux besoins de la société, lorsqu'il s'est mis résolument à la tête de la civilisation, il a eu une force et un éclat aussi profitables au bien-être et à la moralité des peuples qu'à l'influence et à l'autorité de la religion. Tandis que, lorsqu'il a voulu lutter contre la loi providentielle du progrès éternel, il s'est amoindri, affaibli, discrédité, et a perdu toute action sur les destinées du genre humain.

A la fin du dix-huitième siècle, comme à la fin du quinzième, un nouvel ordre de choses a surgi, qui a profondément modifié les conditions d'existence, les institutions et les principes des sociétés modernes. Eh bien! devant cette transformation, malgré l'expérience et les leçons du passé, l'Église paraît vouloir commettre la même erreur et la même faute que dans la période que nous venons de parcourir. Elle résiste à la révolution politique et sociale, exactement par les mêmes moyens qu'elle a

employés pour résister à la révolution religieuse, au risque de se briser aux mêmes écueils.

Suivons-la dans cette dernière lutte, où elle joue son existence et peut-être les destinées du monde moderne, et voyons comment elle pourrait détourner l'orage qui nous menace tous avec elle.



## LES FAUTES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Nous ne voudrions pas qu'on pût se méprendre sur le sentiment qui nous inspire, lorsque nous étudions, avec autant d'impartialité que d'indépendance, les causes qui, depuis le seizième siècle, ont si malheureusement séparé la papauté de la société moderne. Notre but n'est pas d'irriter les passions par le tableau des fautes qui ont été commises, ni de faire écho aux détracteurs et aux ennemis de l'Église. De plus hautes leçons se dégagent pour nous des faits historiques.

Nous considérons la lutte de la société et de la religion comme un immense malheur pour la cause sacrée de la civilisation et du progrès. A nos yeux, le grand mouvement de 89 ne sera entièrement accompli que si l'esprit religieux le vivifie et le complète en le modérant; mais, à nos yeux aussi, l'Église ne reprendra l'influence qu'une politique imprudente lui a fait perdre sur le développement des faits et des idées, que si elle accepte, sans arrière-pensée, tout ce qu'il y a de vrai et de juste dans

la révolution religieuse du seizième siècle et dans la révolution sociale du dix-neuvième.

Notre ambition, c'est de bien faire comprendre l'erreur grave que l'Église a commise en luttant contre l'irrésistible mouvement de l'esprit moderne, au lieu de le diriger en l'épurant ; mais c'est aussi de montrer à la société l'erreur énorme qu'elle commettrait en privant son œuvre civilisatrice du concours de la religion.

Nous avons dit avec franchise les fautes que peut se reprocher la cour de Rome pendant les trois derniers siècles ; nous dirons avec la même franchise les fautes dont la société laïque du dix-huitième et du dix-neuvième siècle s'est rendue coupable envers l'Église. Les torts ont été réciproques, et les passions néfastes que la lutte a suscitées ont poussé à une crise aiguë un conflit qui eût pu être apaisé dès sa naissance, si, de part et d'autre, on se fût mieux rendu compte des conditions du présent et des nécessités de l'avenir.

Jusqu'en 1789, vaincue par la science et par la philosophie dans l'ordre des idées, l'Église resta cependant toute-puissante dans l'ordre des faits. Elle s'appuyait sur le pouvoir politique, et s'en faisait un instrument et une arme redoutable contre ses ennemis. L'union du trône et de l'autel était plus étroite que jamais. Tous deux se sentaient également menacés par les progrès de l'esprit nouveau. La royauté et la papauté luttèrent avec un redoublement d'énergie contre le mouvement qui entraînait la société nouvelle vers la liberté et dont elles ne comprenaient ni la puissance ni la grandeur.



L'apparition de la démocratie sur la scène fut le signal de la défaite de la théocratie politique et religieuse. Le droit divin, qui couvrait de son prestige mystique l'absolutisme des rois et des papes, céda la place au droit humain. La liberté de conscience, qui est le principe même du protestantisme, passa de la controverse théologique et philosophique dans la législation positive, en même temps que la souveraineté passait du monarque à la nation, au milieu des ruines de la féodalité.

Mais, comme il arrive toujours dans les grandes révolutions sociales, les passions déchaînées firent déborder le mouvement et le but fut violemment dépassé. Les encyclopédistes avaient tant crié, pendant tout le dix-huitième siècle, qu'il fallait « écraser l'*Infâme* », et avaient si bruyamment désigné l'Église à la haine du genre humain, que le premier effort des vainqueurs fut de tirer vengeance de ce catholicisme qu'ils s'étaient habitués à regarder comme un ennemi implacable.

Après avoir persécuté ses adversaires, la théocratie, subissant la loi qu'elle avait faite, se vit à son tour persécutée par la Révolution, et la guerre entre les deux principes prit ce caractère sauvage que les passions démagogiques donnent à tous les mouvements populaires.

C'est par cette politique de violence et de cruauté qu'ont commencé les torts incontestables de la société civile à l'égard de la religion.

Nous ne parlons pas seulement de l'horreur qu'inspirèrent à tous les cœurs honnêtes les épouvantables forfaits dont le clergé fut victime sous le régime de la Terreur ;



c'est de plus haut qu'il faut juger le mouvement de la Révolution contre l'Église.

Les hommes de cette époque, imbus des principes des théoriciens du dix-huitième siècle, ont commis vis-à-vis de l'Église la même erreur que celle-ci avait commise vis-à-vis de la Réforme.

Elle avait cru pouvoir briser par la force l'œuvre révolutionnaire de Luther, en condamnant ses doctrines et en brûlant ses disciples, comme si les idées pouvaient être vaincues par le fer et le feu.

La Révolution est tombée dans la même faute. Elle a cru qu'en brisant l'organisation extérieure de l'Église, en fermant les temples, en massacrant les prêtres, elle détruirait aussi l'esprit religieux. Elle n'a pas compris que la puissance de la religion réside tout entière dans son principe moral et dans son influence sur les âmes, qui prime et défie toutes les entreprises de la force.

Les plus modérés dans l'école révolutionnaire n'ont pas eu une notion plus juste des rapports de l'Église et de l'État lorsque, à l'exemple de Joseph II, en Autriche, ils ont voulu donner au clergé une constitution civile. Cette prétention de soumettre en toutes choses l'Église à la domination de l'État est aussi abusive que celle qu'eut autrefois la papauté de soumettre partout l'État à la domination absolue de l'Église. Est-ce que le pouvoir civil peut régler les questions théologiques? Est-ce qu'il est compétent pour juger des dogmes? Est-ce qu'il est en droit d'intervenir dans la discipline intérieure des Églises? Tant qu'un dogme n'est pas de nature à troubler l'ordre

et à engendrer des délits, il faut le laisser en paix, car c'est la pire des tyrannies que celle qui veut pénétrer dans le mystère des consciences.

Les dogmes subissent, d'ailleurs, naturellement, des transformations conformes au progrès de la raison humaine et aux besoins de la société; et, dans l'ordre philosophique, un éminent philosophe contemporain, M. Jouffroy, nous a dit comment ils finissaient après avoir vieilli. Il fallait donc les laisser mourir de leur belle mort si leur sève était épuisée, pour se rattacher à la morale, base de toute société, principe générateur du beau, du vrai et de l'utile. Après avoir, depuis des siècles, revendiqué contre la doctrine catholique la liberté de penser et de croire, n'était-ce pas une monstrueuse inconséquence que de vouloir imposer à l'Église ce qu'elle devait enseigner?

Le Concordat de 1802 a été inspiré par cette regrettable pensée. Il a tenté d'asservir la religion aux vues de l'État, en l'assujettissant à la doctrine gallicane par les articles organiques contre lesquels la cour de Rome n'a pas cessé de protester. On espérait fortifier par là le gallicanisme; on l'a, au contraire, affaibli, et c'est de ce moment que l'ultramontanisme est devenu si puissant et si redoutable.

Mais la plus grande erreur de la philosophie du siècle dernier, de la Révolution et de l'État laïque moderne, a été de n'avoir pas compris que, si la théocratie était une tyrannie sociale et morale dont il fallait combattre les erreurs et les excès, l'idée religieuse était une force immense et salutaire dont il importait de faire l'auxiliaire

de la révolution qui s'accomplissait. Rien ne pouvait être plus dangereux et plus funeste que de détruire la foi traditionnelle des peuples sans avoir rien à mettre à sa place. Or, ni le déisme vague des encyclopédistes, ni les fêtes païennes de la déesse Raison, ne pouvaient suppléer à la mystérieuse influence que le culte chrétien exerçait encore sur l'esprit des masses et sur la moralité publique.

Tout commandait à ceux qui, depuis 1789, ont présidé à la vaste évolution de la société moderne, de chercher à rattacher le concours de l'Église au développement de l'État nouveau, et de faire cesser le conflit de plusieurs siècles en assurant à la religion l'autorité, le respect et les garanties qui lui sont nécessaires pour accomplir sa mission pacifique et civilisatrice.

On objectera, sans doute, que cette haute situation a été offerte à l'Église et qu'elle l'a refusée pour s'obstiner dans sa lutte contre l'esprit moderne. Il est vrai que, malheureusement, l'Église s'est montrée, au dix-neuvième siècle, aussi intransigeante que dans les siècles précédents, et qu'elle a opposé des *non possumus* inflexibles à toutes les réclamations de la société laïque ; mais ne nous faisons pas illusion : la société n'a pas plus désarmé que l'Église. Tous ses actes, toutes ses combinaisons, toutes ses manifestations ont été marqués par un esprit de défiance et d'hostilité auquel la cour de Rome n'a pu se méprendre. Le libéralisme ne s'est pas cru libéral s'il n'affectait pas en même temps d'être anti-religieux. Il a tout fait pour entraver et dominer l'enseignement catholique ; il n'a rien fait pour combattre l'indifférence religieuse qui

caractérise notre époque et qui conduit fatalement à l'athéisme, à l'égoïsme et à cet esprit d'individualisme destructif de toute société ; il n'a rien fait pour remédier au vide causé par la négation de Dieu, à l'absence de toute direction et à l'anarchie morale dont les progrès menacent plus encore les bases essentielles de l'ordre social que celles de l'ordre religieux.

Comment espérer de l'Église un esprit de conciliation et de paix, si l'on ne se montre pas animé envers elle d'un sincère désir d'apaisement ?

Or, pour les révolutionnaires de notre siècle, c'est toujours l'ennemi qu'il faut abattre, c'est toujours l'*infâme* qu'il faut anéantir.

En effet, on n'a pas cessé de poursuivre, par des voies diverses, sans ménagement et sans mesure, cette œuvre de destruction. C'est ainsi qu'on a enlevé violemment, au clergé, les biens immenses dont on l'avait gratifié dans les siècles passés et dont on lui reprochait de faire un usage mondain, contrairement à l'intérêt social ; c'est ainsi qu'on a cherché à échapper à toute influence du Vatican, par la constitution d'Églises nationales, d'Églises indépendantes, et qu'on a fini par renverser, à Rome même, le pouvoir temporel de la papauté.

Que la chute du pouvoir temporel soit, pour l'Église, un événement moins désastreux qu'elle ne le pense, c'est notre intime conviction, à la condition, toutefois, que des compensations suffisantes lui soient offertes.

L'Église n'a senti jusqu'ici encore que la violence du coup qui l'a frappée ; et qui pourrait lui faire un crime de la colère qu'elle en a éprouvée ?

Mais ces justes compensations, la société moderne ne les marchanderait pas à la papauté pour faciliter un rapprochement nécessaire, et le chef actuel de l'Église pourrait les accepter d'autant plus librement qu'il a reconnu autrefois, dans une de ses lettres pastorales, comme archevêque de Pérouse, *que jamais les catholiques n'avaient considéré comme un dogme le pouvoir temporel du pape* (1).

On voit que, dans l'étude de la question religieuse, nous gardons sur tout et sur tous la plus loyale impartialité. Nous signalons les fautes de la société civile sans passion et sans faiblesse, comme nous avons signalé celles de la société religieuse. Nous tentons de convaincre les esprits sincères, soit parmi les amis de la papauté, soit parmi les disciples de la Révolution, que des deux côtés on a fait fausse voie : du côté de l'Église, en voulant maintenir, contre la marche providentielle de l'humanité, le despotisme de la théocratie ; du côté de la Révolution, en voulant renverser violemment les dogmes et soumettre l'Église au despotisme de l'État.

Ce n'est qu'en renonçant franchement, de part et d'autre, à une lutte où la force invincible des temps nouveaux paralysera toujours l'action de l'Église, et où la force morale de l'Église arrêtera toujours le mouvement de la Révolution, qu'on unira dans un effort commun la puissance religieuse et la puissance civile pour le triomphe définitif des grands principes civilisateurs de notre âge.

(1) *Lettre pastorale sur le pouvoir temporel. 1860.*



Malheureusement, cette œuvre se heurte à des passions et à des malentendus qui risquent de la compromettre à jamais, et malheureusement aussi, l'obstacle vient peut-être plus encore de l'Église que de la société. C'est ce qui nous reste à examiner pour compléter cette analyse de la situation actuelle.

---



## IV

### LA SOCIÉTÉ SANS RELIGION

On ne saurait nier que, prise dans son ensemble, la politique de la cour de Rome n'ait été systématiquement hostile au développement de la science et de la liberté dans le monde moderne, et qu'elle n'ait entrepris de combattre l'esprit des temps nouveaux avec toutes les armes spirituelles et temporelles dont elle a pu disposer.

Il est non moins certain que la société civile s'est armée à son tour contre la religion et qu'elle a tout fait pour la soumettre et l'asservir.

Sans doute, il y a eu des croyants, des prêtres, des papes même, qui ont proclamé la nécessité de l'alliance sincère de la raison et de la foi, de l'idée religieuse et du fait social. L'Église a aussi ses libéraux et ses savants. Qui ne se rappelle l'initiative hardie prise par Pie IX au début de son pontificat? Qui ne connaît l'admirable lettre dans laquelle Léon XIII, alors archevêque de Pérouse, rendait un solennel hommage à la science et à l'industrie, reconnaissant les grands services dont la civilisation est redevable à Copernic, Képler, Galilée et Linné, et hono-



rant le travail, source de toute richesse, dans les actes même de la vie de Jésus et des apôtres (1)? Mais ce ne sont malheureusement que des faits isolés qui n'ont pu triompher de la résistance du parti qui gouverne la curie romaine. La politique de la Société de Jésus a prévalu; elle a tué le gallicanisme; elle a créé la prépondérance exclusive de l'ultramontanisme; elle a organisé les congrégations dans le monde entier, comme une armée et un levier d'influence au moyen desquels elle a subalternisé partout le clergé des paroisses; elle a assujéti toute la catholicité à un système de centralisation excessive; enfin, elle a enfermé le pape dans le Vatican pour mieux le séparer de la société moderne.

Sans doute aussi, il y a eu dans l'ordre civil des esprits sincèrement religieux qui ont tenté des combinaisons salutaires entre les forces morales de l'Église et les forces sociales de l'État; mais leurs efforts n'ont pu contenir les passions révolutionnaires qui se sont déchaînées contre le catholicisme.

La direction du mouvement est ainsi restée aux violents et aux fanatiques; les haines se sont envenimées et l'abîme s'est creusé de plus en plus.

Des deux côtés, on a lutté pour la domination et non pour la civilisation. Les chefs de l'Église n'ont eu d'autre but que de ressaisir le pouvoir qui leur échappait sur les peuples et sur les rois. Les chefs de la démocratie n'ont eu d'autre pensée que d'asservir et d'opprimer l'Église.

(1) *Discours sur l'Église et la Civilisation*, 6 février 1877. Voir à l'Appendice.

Les premiers, pour soutenir le combat de la foi, ont imprudemment lié leur cause à celle de tous les régimes en décadence qui tombaient, comme eux, sous l'action de l'esprit nouveau. Ils se sont plus que jamais coalisés avec les monarchies de droit absolu contre les gouvernements de droit populaire; ils ont été l'âme de toutes les réactions contre l'irrésistible progrès qui pousse toutes les nations vers la liberté, et ont ainsi soulevé contre la religion les passions politiques les plus violentes.

Les seconds, pour combattre l'Église, ont eu recours à toutes les forces et à tous les moyens révolutionnaires. Ils ont persécuté la religion dans ses ministres, dans ses droits, dans son enseignement, dans toutes ses manifestations. Nous avons assisté en France au spectacle de ces violences, et nous y assisterions encore si on écoutait ceux qui désignent chaque jour l'Église à la haine des masses en criant que « c'est l'ennemi qu'il faut abattre ». La persécution éclate déjà à nos portes, en Suisse, en Allemagne, où le faux et monstrueux système du *Cultur-Kampf* a frappé impitoyablement les prélats et les institutions catholiques.

Qu'est-il résulté de ce combat fatal? Non-seulement un affaiblissement général des croyances qui soutenaient auparavant les hommes et raffermiraient leur moralité en fortifiant leurs cœurs et en leur portant des consolations et des espérances; mais encore, par un effet inévitable, la confusion de tous les principes sur lesquels repose l'organisation même des sociétés.

Le catholicisme, il faut bien le dire, était et est encore

la seule Église organisée assez fortement pour exercer une grande action sociale.

Le protestantisme a rendu un immense service à l'humanité, en émancipant la pensée et en conquérant la liberté de conscience ; mais il n'a donné au monde aucune de ces forces religieuses qui solidarisent les esprits et entraînent le genre humain dans un grand élan de foi commune. L'œuvre de Luther a enfanté au contraire l'individualisme dans ce qu'il a de plus dangereux. Elle a émietté les croyances et les a dissoutes en donnant à chacun le droit absolu de croire et d'agir à son gré. De là l'énorme quantité de sectes qui en sont sorties ; de là l'absence de toute doctrine collective, de toute action sociale, c'est-à-dire de toute religion ; loin de pacifier et de civiliser le monde, le protestantisme a plutôt développé la guerre entre toutes les idées, entre toutes les croyances, entre toutes les passions, entre tous les intérêts.

Aussi que voyons-nous maintenant ? L'esprit de guerre domine partout.

Guerre entre l'État et l'Église ; guerre entre la Révolution représentée par les fanatiques du jacobinisme, et la religion représentée par les fanatiques du jésuitisme ; guerre à tous les degrés dans le sein de la société laïque : le socialisme subversif cherchant partout à renverser l'ordre actuel ; les chefs d'État partout menacés par le poignard des assassins ; tous les pouvoirs publics ébranlés ; partout les ouvriers en lutte avec les patrons, les pauvres soulevés contre les riches ; tous ceux qui possèdent quelque chose, toujours effrayés des périls que font

courir à l'ordre les masses innombrables de travailleurs vivant au jour le jour, sans lendemain ; l'industrie livrée à une concurrence effrénée ; les sciences elles-mêmes dépourvues de toute coordination, de toute vue d'ensemble ; l'enseignement, privé de tout esprit religieux, réduit à l'instruction technique qui fait de l'homme une machine aveugle ; enfin, les nations s'isolant les unes des autres, ressuscitant la doctrine barbare du droit de la force, et sans cesse prêtes à s'entre-dévorer.

Voilà où conduit fatalement le divorce entre la civilisation et la religion. La loi reste, il est vrai, au-dessus de cette confusion universelle ; mais la force légale ne saurait suppléer la force morale. La loi punit le mal, elle ne crée pas le bien ; elle est le glaive qui frappe, elle n'est pas le flambeau qui éclaire. Elle peut être le bourreau, elle ne saurait être ni l'instituteur, ni l'apôtre.

---



## LES CAUSES DE L'IRRÉLIGION

Toutes les époques de crise profonde sont fatalement irréligieuses. Ce sont, pour les sociétés en travail d'enfantement, des heures crépusculaires où chacun erre dans l'obscurité, incertain de la route et du but, sans savoir si c'est la nuit qui vient ou si c'est l'aurore qui se lève. La raison hésite et la conscience se trouble. Les vérités auxquelles on a cru pendant des siècles sont renversées avec les institutions qui en étaient l'expression sociale : les vérités auxquelles il faudra croire désormais ne sont pas encore formulées. On marche au milieu des ruines, on doute de l'avenir, on doute de soi-même, mais surtout on doute de Dieu, car ces grands bouleversements laissent croire que la Providence s'est tout à coup retirée du gouvernement de l'univers. Or, depuis trois cents ans, le monde traverse une de ces périodes critiques où toutes les forces sont employées à détruire l'ancienne institution religieuse et sociale. Il n'est pas encore arrivé à la période organique où la société, reconstituée sur un plan d'ensemble, pourra faire con-



courir tous les éléments dont elle dispose à la réalisation d'un grand but civilisateur et moralisateur.

Comment l'idée religieuse serait-elle restée debout dans ce vaste travail de décomposition ?

Elle a été d'autant plus atteinte, que la révolution qui s'opère, inaugurée par Luther au nom de la liberté de croire, développée par le mouvement de 89 au nom de la liberté d'agir, est à la fois dirigée contre l'Église et contre l'État.

Malheureusement, ni l'Église ni l'État n'ont eu le sentiment de la grande et sublime mission que leur imposait le passage violent de l'ordre de choses antérieur à l'ordre de choses nouveau. Au lieu de mettre leur gloire à réaliser les aspirations légitimes de leur siècle, au lieu de prendre l'initiative de toutes les réformes nécessaires, ils ont demandé à la force la sauvegarde de leur autorité.

Qui ne se rappelle les éloquentes, mais effrayantes pages où le plus implacable théoricien de l'absolutisme, le plus terrible doctrinaire du droit divin, M. de Maistre, fait du bourreau le pivot même de l'ordre social ?

« Toute grandeur, dit-il, toute puissance, toute subordination repose sur l'exécuteur. Il est l'horreur et le lien de l'association humaine. Otez du monde cet agent incompréhensible, dans l'instant même l'ordre fait place au chaos, les trônes s'abîment et la société disparaît. »

C'est bien là, en effet, la doctrine farouche qui a prévalu dans la politique des princes. Ils ont cru que la

